

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'association «santé et liberté» lutte contre la loi Covid-19

La culture politique suisse gravement menacée

Une démocratie saine et vivante est le lieu de discussions de fond difficiles, voire polémiques. Elle peut même en sortir grandie. Dans l'actuel débat sur la loi Covid-19 cependant, des limites ont été franchies, ce qui risque de nuire durablement à la culture politique en Suisse. Il est particulièrement inquiétant de constater que le gouvernement fédéral ne fait aucun effort, ni en paroles, ni en gestes, pour calmer les esprits. Il ne cesse au contraire de jeter de l'huile sur le feu.

La campagne de votation sur la loi Covid a pris des formes menaçantes et conduit à fracturer la société. Pire encore : nous sommes divisés sur la question de savoir si le Conseil fédéral a le droit de diviser la Confédération au moyen du droit d'urgence sur la base de catégories arbitraires. Cela a donné lieu à des dérives parfois grotesques. C'est ainsi que des travailleurs perdent leur emploi simplement parce que leur opinion diffère de celle de fonctionnaires bernois. Les personnes qui, avant la votation, se mobilisent en faveur du « non » à la loi Covid parce qu'elles croient en leur propre liberté et en la « liberté de qui pense autrement » sont dénoncées par les médias et tournées en ridicule. Celles en revanche qui se prononcent en faveur du « oui » sont louées comme les seules raisonnables. Quel démocrate voudrait cela !

Tant que les citoyennes et les citoyens – donc le souverain – peuvent répondre par « oui » ou par « non » à la question posée sur leur bulletin de vote, il n'est pas acceptable que les autorités à tous les niveaux de l'État qualifient certaines opinions de manière moralisatrice. Il convient notamment de rappeler à l'exécutif qu'il doit mettre en œuvre des décisions prises par un autre pouvoir étatique.

« Divide et impera » ne doit pas devenir la maxime du gouvernement ! La démocratie ne peut exister que si discours et contre-discours se confrontent. Toute tentative des autorités de restreindre ou d'orienter cette confrontation est par conséquent contraire à la démocratie. Il est également extrêmement dommageable que le Conseil fédéral n'agisse pas selon le principe de la « bonne foi » comme l'exige l'Assemblée fédérale, mais qu'il modifie constamment ses engagements fixes et ses

objectifs stratégiques, et se laisse en cela notamment influencer par la « concurrence des hystériques » qui règne en Allemagne et en Autriche.

Dans notre pays, des millions de personnes ont compris qu'il ne s'agit qu'en apparence de réviser une loi : d'importantes questions se posent sur la nature de nos droits fondamentaux, sur la légitimité de la surveillance électronique des citoyennes et des citoyens, sur les pouvoirs spéciaux accordés pendant dix ans à l'exécutif, sur l'introduction d'une vaccination obligatoire de fait ou sur la propagande des autorités, qui trouve désormais un écho jusque sur le bulletin de vote. De telles questions ne sont pas seulement légitimes. Elles sont nécessaires. Les poser est une obligation éthique et morale.

En Suisse, environ deux tiers de la population sont entièrement vaccinés. La proportion est même bien plus importante dans les groupes dits à risque. Parmi les personnes vaccinées, une grande partie s'est fait vacciner non par conviction, mais pour pouvoir continuer à exercer sa profession et pour retrouver la liberté qui lui a été retirée, sous la pression du gouvernement, des autorités et des médias. Cela signifie que beaucoup ne sont pas d'accord avec l'obligation *de facto* de se faire vacciner. Ces personnes ont elles aussi le droit d'être entendues et d'exprimer leur opinion. Cela s'appelle la démocratie, et la Suisse était jusqu'à présent considérée dans le monde entier comme un exemple de démocratie directe. Cela doit rester ainsi.

L'association « santé et liberté » réunit des personnes issues du monde de l'économie, de la société et de la science qui s'opposent à cette loi clivante et excluante.

Service de presse :

Association santé + liberté
Case postale, 8024 Zurich

Claudio Zanetti : 079 331 90 23

team@gesund-und-frei.ch